

anglais et sont sous la souveraineté de la Couronne, ce qui n'empêche pas que ce sont des Etats virtuellement indépendants, avec des Parlements séparés. Il est probable que c'est ainsi que Mr. Parnell et les Irlandais entendent leur allégeance à la Couronne anglaise. C'est un point sur lequel Mr. Gladstone ne s'est pas expliqué, et il est tout au moins douteux que lorsqu'il faudra en venir au fond des choses, il puisse s'entendre avec les députés nationalistes dont l'appui lui est nécessaire pour avoir une majorité stable. Voilà pourquoi beaucoup d'esprits sensés prévoient déjà, dans un avenir prochain, un nouvel appel au pays.

Quoiqu'il en soit, pendant ce mois qui s'achève, la situation politique de l'Angleterre ne s'est pas éclaircie ; et depuis longtemps les circonstances n'ont pas été aussi graves pour le Royaume-Uni.

* * *

En France, le septennat présidentiel de M. Grévy a été renouvelé. Les sénateurs et les députés, réunis en Congrès, ont réélu, pour sept ans, le premier magistrat de la République. C'est le moment de voir ce qu'à été son premier septennat.

Que l'on compare donc, avec l'état actuel de la France, sa situation au moment où, il y a sept ans, une chambre de haine appela M. Jules Grévy à remplacer le maréchal, qui s'était soumis, puis démis. La France était occupée à cicatriser tout doucement ses plaies ; elle ne se ressentait pas trop de la saignée des cinq milliards, et toutes les institutions, dont l'ensemble assure la marche régulière d'un peuple, étaient intactes, n'eût été le nom de la république que l'on venait d'inscrire en tête de la constitution. La liberté de l'enseignement venait de s'élargir par la loi sur l'enseignement supérieur, la magistrature n'était point entamée, l'armée conservait son prestige ; l'administration, déjà quelque peu mêlée, avait encore de l'honorabilité et un certain décorum ; les rapports de l'Eglise avec l'Etat, grâce au Concordat, étaient réguliers ; le citoyen jouissait des libertés essentielles.

Aujourd'hui, pas une de ces institutions qui n'ait reçu de blessures graves, mortelles peut-être pour plusieurs. La France est en train de se ruiner. Mais l'institution qui a reçu les atteintes les plus graves, parce qu'on la regarde comme incompatible avec l'existence même de la république, c'est la Religion, c'est l'Eglise, c'est Dieu. On veut positivement chasser Dieu de la société par tous les moyens. Plus d'Eglise, plus de religion, plus de Dieu : c'est la devise de la république préconisée par M. Grévy. Depuis 1801, une convention passée, entre le Saint-Siège et la république du temps, réglait les rapports entre l'Eglise et l'Etat, et fixait le droit du clergé à une indemnité, pour le dédommager de la prise de possession des biens de l'Eglise. Le Concordat est le point de mire de toutes les attaques, on veut le déchirer pour opprimer plus facilement